Governatori : « Le faiseur de roi, c'est moi ! »

Crédité de 4 à 6 % d'intentions de vote aux régionales, le chef de file de L'Écologie au centre est convaincu que Renaud Muselier ne peut être élu qu'avec son appui. Il décrypte sa stratégie.

Dans une élection où sévissent nombre de troisièmes couteaux, Jean-Marc Governatori est convaincu d'être le « quatrième homme ». Celui qui peut faire basculer la victoire dans le camp des Républicains (Muselier) ou dans celui du Rassemblement national (Mariani). L'ancien chef d'entreprise niçois livre ses vérités. Parfois surprenantes.

(Photo Dylan Meiffret)

Vous avez claqué la porte de la liste de Jean-Laurent Félizia, la veille de sa présentation officielle, parce que vous la trouviez *« trop à gauche »*. Pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt ?
S'il y a une qualité que je revendique, c'est la cohérence. Je m'étais engagé pour une liste écologique ouverte, à la marge, au PS et au PCF. L'avant-veille de la présentation à la presse, j'apprends que quatre têtes de liste départementales sur six sont issues de la gauche et que 60 % des places leur sont réservées ! Je n'ai pas dormi de la nuit. Le lendemain, j'ai averti Jean-Laurent qu'il ne fallait plus compter sur moi. Et j'ai décidé de constituer mon propre groupe.

> **“ Félizia sera obligé de retirer sa liste”**

Tout de même, vous n'avez pas découvert début mai que Félizia voulait faire une liste d'union de la gauche ?
Si ! Je vous assure ! Moi, je n'ai rien contre la gauche. Mais c'est comme quand vous commandez une tarte : vous aimez qu'il y ait du sel, mais vous ne voulez pas qu'il y en ait trop. C'est une question de volumes.

Vous estimez qu'une liste écologique de gauche est *« suicidaire »*. Pourquoi ?
Parce qu'avant même le premier tour, elle a tout perdu. Avec une base de 14 à 16 %, elle n'a aucune chance de gagner. Comme elle est marquée à gauche, elle ne peut pas fusionner avec celle de Muselier. Si elle se maintient au second tour, elle fait gagner Mariani. Et si elle se retire, elle n'a aucun élu dans l'hémicycle.

Au niveau des programmes, concrètement, qu'est-ce qui vous distingue de Félizia ?
Il ne va pas assez loin dans l'économie circulaire. Il faut un objectif de 100 % de déchets recyclés au terme du mandat. Je veux également que 100 % des logements anciens soient rénovés dans les six ans à venir.

Qui paiera la facture ?
Quand l'État mettra un euro, la Région ajoutera la même somme. La rénovation ne coûte rien : sur quinze ans, l'investissement est amorti. Nous nous engageons à consentir des prêts pour que tout le monde puisse isoler son habitat. Nous souhaitons aussi que les systèmes d'échanges locaux (Sel) soient généralisés [1]. Sur tous ces sujets, Félizia est trop timide.

Les sondages vous créditent de 4 à 6 % des voix. Vous ne les croyez pas fiables ?
Je ferai entre 5 et 10 %, j'en suis convaincu.

Christian Estrosi vous classe parmi les *« écologistes raisonnables »*. Est-ce la porte ouverte à une fusion des listes au second tour ?
Muselier et Estrosi n'auront pas le choix. Ils ont besoin de mes voix pour faire la différence et gagner au second tour. Le faiseur de roi, ce n'est pas Félizia, c'est moi – ou plutôt les électeurs qui votent pour ma liste.

En décidant de se maintenir ou de se retirer, Félizia garde tout de même la clé du scrutin…
[Il éclate de rire] C'est de la posture ! Il sera obligé de retirer sa liste. EE-LV, au niveau national, ne tolérera jamais qu'un de ses candidats permette l'élection du Rassemblement national.

Vous avez le sentiment que l'écologie est importante pour Renaud Muselier ?
Bon, ce n'est pas le plus grand écolo de la planète… Mais il veut gagner. S'il veut mon électorat, il devra accepter d'intégrer les points essentiels de mon programme.

Si Félizia crée la surprise et réalise un bon score au premier tour, pourriez-vous le rejoindre ?
S'il fait 30 % des voix, pas de problème, je vais avec lui. Entre la gauche et la droite, je n'ai pas d'état d'âme.

Si votre score du premier tour ne vous permet pas de fusionner, que ferez-vous le soir du 20 juin ?
J'appellerai à voter pour Muselier. Mais si je fais moins de 5 %, ça veut dire que Mariani va gagner.

Si vous faites moins de 5 %, ça veut dire aussi que vos frais de campagne ne seront pas remboursés par l'État…
Ça, franchement, je m'en fiche !

PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1. Un Sel est un système d'échange de produits ou de services au sein d'un groupe fermé, généralement constitué en association. Ses membres, appelés les « sélistes », échangent des biens et services selon une unité propre à chaque groupe.

De Bouddha à Corinne Lepage

« À 10 ans, je lisais les textes de Confucius. Et de Bouddha qui est le premier écologiste de l'histoire… » Jean-Marc Governatori sourit en évoquant ses années de jeunesse. *« Le rapport du Club de Rome, publié en 1972, a frappé l'adolescent que j'étais,* confie-t-il. *Pour la première fois, des gens importants pointaient les risques de la croissance. Ça a fait tilt ! »* Celui qui revendique la double casquette de philosophe et de gestionnaire est un pur produit niçois : né rue Cassini, dans le quartier du port, il a fait toute sa scolarité dans la capitale azuréenne – *« jusqu'à l'école supérieure de commerce »*.
Il ouvre son premier Fly en 1981, *« l'année de l'élection de François Mitterrand »*, puis engage une carrière météorique en ouvrant *« un ou deux magasins par an. »*
Engagé en parallèle dans plusieurs associations humanitaires et animalistes, Governatori se présente une première fois en 1997 aux législatives sur une liste sans étiquette. Puis vend ses affaires au tournant du siècle et s'engage réellement en politique *« parce que c'est le seul moyen de faire changer les choses »*.
Il adhère à l'UDF en novembre 2001, rend sa carte un mois plus tard après avoir rencontré François Bayrou. *« Il était clairement à droite,* soupire-t-il. *Ce n'est pas une tare. Mais moi, je ne me suis jamais reconnu dans cette dichotomie de la vie publique. »*
Il fonde son propre parti en 2004 (« La France d'en bas »). En février 2021, il devient coprésident de Cap écologie aux côtés de Corinne Lepage.
Depuis juin 2020, il siège dans l'opposition au conseil municipal de Nice.

Le plan sécurité du RN pour la Région

« La sécurité ce n'est pas une priorité, c'est une nécessité. » Thierry Mariani, tête de liste du Rassemblement national en campagne pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, était entouré hier d'Alexandra Masson (tête de liste dans les Alpes-Maritimes) et de Philippe Vardon, le patron du RN à Nice pour la présentation de son plan « Région bouclier ».
Dans les transports régis par la Région, la liste RN souhaite créer une *« vraie police régionale des transports, sous l'autorité du préfet de police »* sur un modèle développé par la région Île-de-France en 2003.
Ils souhaitent recruter *« 70 agents par an, pour atteindre un effectif de 500 agents en fin de mandat »* et installer *« des postes dans les gares d'Avignon, Toulon et Nice »*, pour *« accroître la présence des agents sur le terrain et leur visibilité »*.
Après les transports, les lycées. Le constat du parti d'extrême droite : *« Les abords des lycées sont devenus des lieux de trafic, de deal, et d'affrontement. »* Ainsi, c'est le remplacement des « médiateurs » actuels par des agents de sécurité qui est la mesure phare de ce volet. Le projet : créer *« 16 unités mobiles de sécurisation »* et recruter *« 160 agents »* qui pourraient *« intervenir dans les établissements sur des tensions intermédiaires »*. À cela viendra s'ajouter un *« plan de prévention antidrogue dans les lycées de la Région »* et un *« audit de sécurité pour chaque établissement »*.

Lutte contre les violences faites aux femmes

Le RN s'est aussi positionné dans la lutte contre les violences faites aux femmes et le harcèlement dont elles peuvent être victimes dans la rue, dans les transports ou en ligne. Pour *« instaurer une culture du respect »*, le parti veut installer un *« réseau d'hébergements d'urgence pour mettre à l'abri les femmes en danger »* et mettre en place *« un numéro gratuit régional dédié à l'écoute et l'assistance »*. Dans les transports, la création d'un *« wagon-sûreté dans tous les TER à partir de 21 heures avec l'assurance d'une présence humaine »* doit répondre à *« l'insécurité du quotidien »*.
Enfin, le RN s'engage à soutenir les maires de la Région *« qui se battent pour la sécurité de leurs administrés »* en dédiant une enveloppe annuelle de 20 millions d'euros qui participera au financement de *« projets sélectionnés »*.

OLIVIER SCLAVO
osclavo@nicematin.fr